

L'émissaire de charbonnerie française au service du trienio liberal

The emissary of the french carbonary in Spain during el trienio liberal

Laurent Nagy
Éducation Nationale

CURRICULUM VITAE : Enseignant, docteur en Histoire.

Sujet d'étude historique : Les oppositions politiques publiques et clandestines durant le règne de Louis XVIII. Tout en publiant des ouvrages et articles scientifiques, je présente et édite des *Mémoires* d'individus persécutés pour leurs actions subversives durant la Restauration. Laurent.nagy@voila.fr

SUMARIO : I. L'APPRENTISSAGE DE LA VIOLENCE. - II. L'IMPOSSIBILITE DE LA VIE CIVILE. – III. L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DES MILITAIRES. IV. DANS LE TOURBILLON DES INTRIGUES.- V. AU SERVICE DES EXALTADOS. – VI. L'ULTIME TENTATIVE DE LA CHARBONNERIE EUROPEENNE. -. VII. LA FIN DU COLONEL FRANÇOIS HUSSON.

Resumen: Après vingt-cinq ans de bouleversements, en 1815, certains Européens n'entendent pas accepter la paix et l'ordre monarchique imposé par le congrès de Vienne. Par des moyens extra-légaux (conspirations) et clandestins (sociétés secrètes), ces hommes d'action vont combattre violemment les systèmes restaurés. Héritiers de la Révolution, ils risquent leur vie pour imposer leurs vues politiques. Cette passion les mène à travers toute l'Europe, notamment en Italie et en Espagne.

François Husson, ancien officier de Napoléon, se lance dès 1820 dans une activité subversive intense qui le place pendant plusieurs mois au centre de toutes les manœuvres projetées en France comme en Espagne. Cet homme, envoyé par le Comité directeur parisien de la Charbonnerie auprès des élites libérales de la Péninsule, va s'engager sans réserve pour la victoire de la « Sainte-Alliance des peuples ». Son itinéraire exceptionnel, mis en lumière par l'exploration des archives, permet de mieux appréhender les motivations et les contradictions de cet homme qui fut, bien malgré lui, à l'origine d'un acte fondateur du républicanisme espagnol : l'épisode dramatique de *Los mártires de la Libertad Española* (Tarifa, 1824).

Abstract : After twenty-five years of political unrest, in 1814 some Europeans were not willing to accept the peace and order Louis XVIII imposed on them. Instead, these men of action turned to extra-legal (conspiracies) and clandestine (secret societies) activities, fighting violently against the restored political system. Faithful to the legacies of the Revolution and the Counter-revolution, they also fought among themselves, adapting to changing political practices to impose their ideas. This passion led them across Europe, particularly into Italy and Spain.

François Husson, a former officer in Napoleon, launched in 1820 a subversive activity places in for several months at the center of all planned maneuvers in France

and Spain. This man sent by Parisian director of the Carbonari Committee to liberal elites of the Peninsula, will commit himself unreservedly to the victory of the "Sainte-Alliance des Peuples." His exceptional life, highlighted when you explore the archives, allows to understand the motivations and contradictions of this character who was, despite himself, originally a founding act of the Spanish republicanism : The dramatic episode of *mártires de la Libertad Española* (Tarifa, 1824).

Mots-clés: Romantisme politique, Comuneros, trienio liberal, Campagne d'Espagne (1823), Légions libérales.

Keywords : Political romanticism, Comuneros, trienio liberal, Campaign of Spain (1823), Liberal legion.

I. L'APPRENTISSAGE DE LA VIOLENCE

La violence occupe une place essentielle dans la vie de François Husson. Il s'agit d'une brutalité quotidienne légitimée par la situation de guerre que connaît la France depuis sa naissance (printemps 1791). François Husson écrit lui-même pour justifier ses engagements postérieurs « Il ne vous paraîtra pas surprenant, mon général, que né sous les auspices d'une révolution fameuse dans les annales de l'histoire, élevé dans les camps et au milieu des combats, né avec un caractère vif, et une ardeur excessive pour la cause que j'ai eu le malheur de suivre je me suis abandonné à la terrible lutte des *régénérations*»¹. Cet homme a toujours connu l'état de guerre, ce climat de tensions que seul le sort des armes aux frontières apaise ou attise parmi la population.

À dix-huit ans, François Husson, fils d'un charpentier du faubourg Saint-Nicolas à Nancy, quitte l'atelier paternel, pour se lancer dans une aventure déjà riche d'images de gloire, largement véhiculées par la propagande impériale. Il devance en 1809 la conscription pour rejoindre les rangs de l'armée. Son engagement lui permet de choisir son régiment. Husson opte pour le Royal-Etranger au service de Joseph Bonaparte, depuis peu roi d'Espagne, qui est en formation dans la péninsule ibérique. Le Royal-Etranger est un corps particulier. C'est à l'origine un régiment de réprouvés. En effet, il est constitué lors de sa création en décembre 1808 de soldats de tous les horizons, de toutes les nationalités :

« Au mélange apporté par les Suisses dans le régiment, il fallait ajouter celui causé par les autres corps, wallons et irlandais, ainsi que par les prisonniers anglais, à peu près composés comme les Suisses. On trouvait donc dans Royal-Etranger, des Hongrois, des Bohémiens, des Polonais, quelques Russes, quelques Danois, deux ou trois Egyptiens, et autant d'hommes nés en Angleterre »².

¹ Archives Nationales, Pierrefitte-sur-Seine (Arch. nat.) F⁷ 6664^A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson, de Tours, au lieutenant-général José O'Donnell*. Algéciras, au corps de garde du régiment, le 8 juillet 1824. Traduction.

² Joseph-Léopold Hugo, *Mémoires du général Hugo, aide-major général des armées en Espagne*. Paris, Ladvocat, 1823, 3 vol., *op. cit.*, t. 2 p. 159.

L'absence de cohésion patriotique du régiment est un élément dissuasif pour tout jeune soldat désirant « parvenir » au sein de la Grande Armée. L'explication donnant sens à cette décision du jeune homme est l'influence du chef du Royal-Etranger. En effet, le régiment est commandé par Léopold Hugo (le père du poète), originaire de Nancy lui aussi. Le colonel Hugo a beaucoup de difficultés à organiser et unifier son régiment manquant cruellement de Français. Il sait qu'il ne peut guère se fier sur ces mercenaires, renégats d'autres armées et qui ont porté peu de temps auparavant les armes contre ces mêmes Français. Hugo désire donc s'entourer d'hommes de confiance. Tout en plaçant son frère Louis comme officier, il recrute pour son compte des compatriotes leur promettant une gloire assurée, mais surtout une promotion plus rapide que dans les régiments de la Grande Armée.

Le Royal-Etranger est dépendant du ministère de la guerre à Madrid³. C'est une administration séparée de celle de France, c'est-à-dire que les soldats sont considérés comme Espagnols. Ils ne sont donc pas inscrits sur les rôles de la Grande Armée. Husson en devenant soldat espagnol dépend totalement du sort du roi Joseph dans la péninsule. Ainsi, au sein de cette unité cosmopolite, il va prendre part à tous les combats, à ce que les Espagnols nomment « la guerra de la *Independencia* ».

Cette guerre est marginale par rapport à celles de l'Empire. Le roi Joseph n'a guère à livrer de combats contre une armée en règle, contre des soldats en uniformes et rangés en ordre de bataille, il se bat contre une grande partie de la nation espagnole. Husson s'adapte à cette école de la guérilla. À la tête de sa compagnie, il sillonne la Vieille-Castille au gré des soulèvements et mate par la violence les tentatives insurrectionnelles. Comme tous les officiers français en Espagne, il est souvent livré à lui-même. La cruauté des combats, si bien illustrée par les esquisses *Los desastres de la guerra*, de Francisco de Goya, attise cette habitude de la violence chez les soldats du roi Joseph. Le code d'honneur, base des relations entre soldats ennemis, n'est guère appliqué dans cette guerre de libération. L'engagement pour un militaire comme François Husson est total, il soumet son corps comme son esprit. Le doute n'occupe aucune place dans ses pensées, l'action brutale est la seule solution à la précarité que connaissent les Français dans la péninsule. Cette violence n'est pas l'aboutissement d'une idéologie, mais seulement un acte de survie.

Léopold Hugo veille à l'élévation de son protégé. Reconnaisant la bravoure de son compatriote, le colonel lui fait profiter de ses appuis à la cour, le plaçant idéalement pour faire une belle carrière militaire. En effet, le fils du charpentier de Nancy grâce à la guerre est devenu officier du roi Joseph⁴. À la cour de Joseph, il est entré aussi en relation avec la nouvelle élite du royaume. Il a même contracté un mariage prometteur avec une parente d'Agustín Argüelles, alors réfugié à Cadix comme député des Asturies (et membre du comité chargé de rédiger la constitution de 1812). La famille d'Argüelles est noble, mais peu fortunée. Il n'en demeure pas moins que ce lien matrimonial représente pour le Français une marche supplémentaire vers son élévation sociale.

³ Jean-François Brun, *Les unités étrangères dans les armées napoléoniennes : un élément de la stratégie globale du Grand Empire*, Revue historique des Armées, 2009, pp. 22-49.

⁴ Aristide Martinien, *Tableaux par corps et par bataille des officiers tués et blessés (1805-1815)*. Paris, Editions militaires européennes, [ss date]. Alors qu'il est lieutenant, François Husson est blessé le 14 mars 1812 dans une reconnaissance en Vieille Castille.

Cependant la lutte contre les Espagnols et les Anglais dans la Péninsule est devenue inégale. Les Français reculent, jusqu'au désastre de la bataille des Arapiles (13 novembre 1812), où la débâcle des armées impériales est générale. Napoléon, à la suite du traité de Valencay (11 décembre 1813), restitue à Ferdinand VII sa couronne et lui ouvre le chemin de son royaume. Le monarque, en reprenant possession de son trône, est bien décidé à ne pas valider les décrets pris par les Cortes de Cadix. Ainsi, après sa rentrée triomphale à Madrid, le souverain fait emprisonner toutes les personnes ayant participé, de près ou de loin, à la création de la Constitution de 1812. Agustín Argüelles, le parent de son épouse, est proscrit comme libéral, puis condamné à dix ans de galères au préside de Ceuta.

Quant au capitaine, dans ce tumulte, il combat jusqu'au dernier moment pour empêcher l'invasion de la France. Quand en avril 1814, Napoléon abdique, il fait partie de ceux qui voient principalement dans le départ de l'empereur, l'abandon de son ambition. Avec le retour de Louis XVIII l'avenir devient incertain. Elevé dans les camps, son manque d'instruction, son caractère fougueux ne conviennent pas à cette nouvelle armée aristocratique. Husson s'aperçoit qu'il ne peut poursuivre sa carrière avec les mêmes espérances. Alors que son sort en Espagne est scellé par la chute de son parent par alliance, François Husson reçoit durant l'été du ministre de la Guerre, son licenciement comme capitaine. Il a alors vingt-trois ans et tous ses rêves d'ambitions s'effondrent. Il doit abandonner son métier de soldat.

II. L'IMPOSSIBILITE DE LA VIE CIVILE

Dans cette société monarchique tentant d'écarter les traces visibles de la Révolution et de l'Empire, les officiers de la Grande Armée comme François Husson représentent la permanence physique de l'existence d'un passé honniti. Très tôt, une politique royale de marginalisation se met en branle éloignant définitivement ces individus de ce nouveau paysage social. Le gouvernement oblige les vétérans à se retirer dans leurs foyers, dans le lieu de leur domicile légal ou celui de leur naissance. Certains, partis depuis des très longtemps, ont coupé toute relation avec leur milieu. Ils se retrouvent souvent perdus dans leur propre pays, le colonel Sérurier écrit « je revins dans mes foyers, à Charmes, où je trouvai chez moi tout pillé, brûlé, dévasté. Toute ma famille était morte »⁵. Ce bannissement intérieur à pour dessein de placer l'officier licencié loin de ses anciennes amitiés, du tissu de relations qu'il avait noué lors de sa présence sous les drapeaux. Lui qui avait toujours fait partie d'un groupe se retrouve isolé. Délibérément, la nouvelle autorité l'écarte des civils et compte les replacer dans l'anonymat de son origine⁶. De modèle sous l'Empire, le vétéran devient un marginal sous la monarchie. Husson, comme tant d'autres, revient dans ses foyers à Nancy, avec son épouse madrilène. Malgré sa volonté d'adaptation, il ne vit que dans la déception d'une carrière brisée, dans la pensée d'un rêve anéanti par ce changement dynastique. Cette triste réalité prend encore davantage de relief en se confrontant à la modestie sociale de sa famille.

⁵ Théodore-Jean-Joseph Sérurier, *Mémoires militaires du baron Sérurier, colonel d'artillerie légère (1769-1823)*. Paris, L. Baudoin, 1894, 344 p., *op. cit.* p. 285.

⁶ Nathalie Petiteau, *Lendemain d'Empire : les soldats de Napoléon dans la France du XIX^e siècle*. Paris, la Boutique de l'histoire, 2003, 396 p.

Dès lors, comme la plupart de ses frères d'armes, François Husson se réfugie dans la nostalgie. Il partage, avec les autres officiers à la demi-solde, la croyance en une destinée déçue. Malgré ses dérives monarchiques durant les dernières années de son règne, Napoléon avait toujours encouragé la valeur. L'aptitude personnelle sous l'Empire définissait le rôle social. La Restauration jette à bas cette certitude, la *valeur* cède sa place à la *faveur*, mode d'avancement intrinsèque à la monarchie et barrière infranchissable pour les officiers plébéiens. C'est d'autant plus regrettable que durant les dernières campagnes de l'Empire du fait des béances causées par les batailles, les promotions ont été rapides et fréquentes. Le capitaine Desboeufs, alors qu'il vient d'être placé à la demi-solde, écrit « je terminai ainsi ma carrière militaire à l'âge de trente-deux ans, lorsque je commençais à m'y distinguer, et dans un temps où les grades de chef de bataillon, de colonel et de général m'auraient moins coûté à obtenir si la guerre eût duré, que jadis ceux de caporal, de fourrier et de sergent »⁷. C'est la croyance en eux-mêmes qui s'évapore par leur mise en non-activité.

Conséquemment, dès les premiers mouvements suivant l'annonce du retour de Napoléon en mars 1815, François Husson prend fait et cause pour l'Empereur. Par cette adhésion immédiate, il est récompensé, selon lui, par le grade de chef de bataillon et employé en cette qualité contre les troupes du duc d'Angoulême dans le Sud de la France. Cette *Campagne du Midi* se solde par la défaite rapide du fils du comte d'Artois. Bien que Napoléon ait donné l'ordre qu'on évite de faire prisonnier le duc d'Angoulême, les maladroitement manœuvres de ses partisans le font tomber entre les mains des troupes impériales. François Husson s'enorgueillira d'avoir lui-même capturé le Prince. En constatant la manière dont les royalistes se sont battus pour leur légitimité, le nouveau chef de bataillon prend davantage en détestation ces gens et leurs principes. Cependant les événements principaux se déroulant plus au nord, la défaite de Waterloo sonne de nouveau le glas des destinées de tous les hommes fidèles à Napoléon et des ambitions du commandant en particulier.

Après l'interrègne, le capitaine (car les grades obtenus durant les Cent-Jours ne seront pas homologués) est dans l'obligation de devenir un anonyme. Non seulement il a été honoré par un grade supérieur pour avoir servi l'*Usurpateur*, mais en plus il a combattu la légitimité représentée par le duc d'Angoulême! Placé à la demi-solde, ayant dissipé la fortune de sa femme, et ne pouvant pas rester sans occupation, Husson est dans une position très difficile. Comme la plupart des soldats sortis du rang, son éducation lacunaire est toute militaire. Il ne possède qu'un savoir-faire martial, mais non des connaissances susceptibles d'asseoir sa position sociale en exerçant une profession bourgeoise. Il ouvre donc un café à Nancy. Les estaminets sont des lieux semi-clandestins qui permettent aux idées jugées subversives de circuler. Autour d'une boisson, les propos s'envolent et les souvenirs rejaillissent. Les cafés, estaminets et autres cabarets représentent des espaces de liberté qui inquiètent la police. Selon elle, ces lieux de sociabilité sont des foyers de sédition, les désœuvrés qui les hantent des révolutionnaires en puissance. Ne pouvant pas ouvertement placer ses agents parmi eux, la police entretient tout un réseau d'espions, issus de la même société, que les gens qu'ils surveillent⁸.

En novembre 1818, François Husson est dénoncé pour avoir lors du passage du duc d'Angoulême à Nancy tenu dans une taverne « des propos injurieux contre le

⁷ Marc Desboeufs, *Souvenirs*. Paris, Librairie des Deux Empires, 2000, 224 p., *op. cit.*, p. 213.

⁸ Laurent Nagy, *D'une Terreur à l'autre. Théories du complot et nostalgie de l'Empire, 1815-1816*, Paris, Editions Vendémiaire, 2012, *op. cit.*, La nébuleuse des opposants, p. 109-128.

Roi, les membres de la famille royale et notamment au sujet du duc d'Angoulême »⁹. L'exaltation de ses jugements est la conséquence de ses [mauvaises] habitudes de guerre. L'intempérance de langage étant souvent l'effet d'un accès de boisson. Ainsi, en voyant le fils du comte d'Artois, parader triomphalement dans les rues de la capitale de la Lorraine, il n'a pu s'empêcher le soir même d'insulter le prince. Malgré son repentir et rejetant son audace verbale sur son « état d'ivresse », il est condamné par le tribunal correctionnel de Nancy, le 18 décembre 1818, à trois mois d'emprisonnement ferme et à cinquante francs d'amende. Après avoir purgé sa peine, ne pouvant plus exercer sa profession, il emménage à Jarville, à proximité de Nancy, et de là, suit attentivement les derniers événements survenus en France et en Espagne.

III. L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DES MILITAIRES

En 1820, les adversaires de la Sainte Alliance ont enfin obtenu un succès sur le continent. Ils ont sous les yeux la réussite de la révolution libérale espagnole (hiver 1819-1820) dans laquelle l'armée a joué un rôle de premier ordre. Au même moment, en France, les exaltés bénéficient de l'arrivée d'un contingent massif de mécontents. En effet, la réaction contre-révolutionnaire suivant l'assassinat du duc de Berry (12 février 1820) confirme aux libéraux que la voie politique pour obtenir des réformes constitutionnelles est dorénavant sans issue. Certains d'entre eux décident de précipiter la chute de Louis XVIII en fomentant une conspiration de grande envergure. Suivant l'exemple espagnol, les civils comptent sur les militaires en activité ou à la demi-solde pour mettre en application leur plan. Un Comité directeur, composé d'une grande partie de l'élite libérale, s'installe à Paris.

Si les chefs, comme le général de La Fayette, sont bien loin de travailler pour le retour d'un Bonaparte, les anciens serviteurs de l'Empereur représentent à leurs yeux, une manne de choix. Ils sont aptes à commander et surtout à obéir à une hiérarchie quelconque. Au seuil de l'exclusion, plein de ressentiments, ces vétérans sont prêts à payer de leur personne et à affronter le danger sans grands regrets. Lors de l'action, du coup de main, la présence d'individus décidés et habitués au feu peut faire basculer positivement l'insurrection. La pratique de la politique pour ces hommes se limite à l'action. Habitués à avoir vu régler les contentieux politiques par les armes, ces individus voient en la violence un moyen de parvenir à leurs fins. Ils rendent vivante la citation du général von Clausewitz « la guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens (violents et sanglants) »¹⁰. L'action violente devient pour eux consécutive du politique. Le Comité directeur parisien trouve ainsi dans ces officiers à la demi-solde des partisans dynamiques et résolus.

Durant l'hiver 1820, les membres du Comité directeur désirent envoyer l'un des leurs pour établir des relations avec les constitutionnels de la Péninsule. En effet, l'idée d'appartenance et de solidarité entre les différents peuples du continent est très forte. Ayant subi la même autorité pendant plusieurs années, subissant les

⁹Archives départementales de la Meurthe, 3 U 3-95. Jugement correctionnel - François HUSSON - 1818 -.

¹⁰ Karl von Clausewitz, *De la Guerre*. Paris, Edition de Minuit, 1955, *op. cit.*, p. 54.

mêmes restaurations monarchiques, les Européens se sentent proches politiquement. Malgré la réapparition des frontières en 1814, une connexion extrêmement importante subsiste entre les anciens compatriotes. La moindre réussite d'une révolution dans une contrée européenne est vue comme l'avant-garde, le point de départ d'un déclenchement général sur l'ensemble du continent. L'important pour les libéraux est d'avoir une base territoriale, un pays constitutionnel qui permette de soutenir les frères malheureux dans leur lutte contre la Sainte-Alliance. Conséquemment, l'on retrouve aux côtés des insurgés nationaux des hommes étrangers de nation, mais non de cœur. Au gré des insurrections ils vont partager les dangers du combat, puis leurs errances à travers l'Europe révolutionnaire¹¹.

L'homme mandaté par le Comité directeur parisien afin d'améliorer ses communications avec les libéraux espagnols ne doit pas seulement être un missionnaire zélé, mais un véritable chef, capable d'obéir au moindre commandement de la hiérarchie parisienne et suffisamment charismatique pour prendre l'ascendant sur les autres proscrits qui doivent par la suite être envoyés dans la Péninsule. Le Comité, essentiellement composé d'anciens officiers-généraux, n'a guère de difficulté pour trouver cet individu. Son choix se porte sur François Husson, ce capitaine de trente ans. Le colonel Fabvier¹² est sans doute à l'origine de cette décision : Ils ont combattu ensemble en Espagne, et sont tous deux lorrains, comme le capitaine Noël Nantil, un autre membre de l'organisation subversive¹³.

François Husson est au fait des mystères de l'organisation subversive. Surveillé par la police, il n'a pu jouer de rôle dans la première tentative d'insurrection dénommée la *Conspiration du 19 août 1820* où son ami le capitaine Nantil, un officier d'active, a été la cheville ouvrière. Nantil, secondé par un grand nombre d'officiers à la demi-solde, a essayé de soulever la garnison de Paris en usant du drapeau tricolore comme signe de ralliement. Suite à une dénonciation, l'opération a échoué. Un grand nombre d'hommes compromis trouve refuge à Londres. La plupart d'entre eux désire reprendre le combat contre Louis XVIII sous l'égide du Comité directeur parisien.

Le marquis de La Fayette, appréciant peu le zèle bonapartiste de Fabvier, hésite à confier au capitaine cette délicate mission. Décidé à vaincre définitivement la circonspection du vieux général, François Husson lui est présenté à Paris durant l'hiver 1820¹⁴. Après avoir conversé avec lui, le marquis de La Fayette se rallie à la proposition du colonel Fabvier. En effet, l'homme et ses antécédents plaident en sa faveur : Husson est un très bon militaire, il connaît bien le territoire pour l'avoir parcouru dans tous les sens, il a l'habitude de parler et d'écrire espagnol... bref tout concourt à le placer, dès le principe, à la direction des manœuvres pratiquées sur la frontière pyrénéenne. D'autant que son parent Agustín Argüelles, libéré après la Révolution constitutionnelle, est l'homme fort du gouvernement libéral. Il est ministre de l'Intérieur ou *gobernación del Reino para la Península e Islas Adyacentes*, depuis

¹¹ Walter Bruyère-Ostells, *La grande armée de la liberté*. Paris, Tallandier, 2009, 335 p.

¹² Antonin Debidour, *Le général Fabvier, sa vie militaire et politique*. Paris, Plon-Nourrit, 1904, 520 p, *op. cit.*, ch. VIII.

¹³ Parmi les principaux agents du Comité directeur, on retrouve le colonel Bourbaki qui, au Royal-Etranger, a été le chef direct du capitaine Husson.

¹⁴ Arch. nat. F⁷ 6664A (dossier 1.265c). Réponse à la note.

le 3 avril 1820. Initié aux arcanes du secret maçonnique depuis l'occupation française, Agustín Argüelles est aussi le grand maître du Grand-Orient d'Espagne. Homme politique de premier ordre, il est en contact avec le Comité de Paris qui voit en lui un appui considérable pour l'application des projets révolutionnaires sur la France.

Les derniers détails réglés, le 27 novembre 1820, Husson, accompagné de sa femme et de ses enfants, demande à la mairie de Nancy un passeport. Il abandonne sa demi-solde, proclame à qui veut l'entendre que l'Espagne l'attend pour lui donner un brevet de colonel et le commandement d'un régiment au service de la Constitution. Durant son long séjour à Bayonne, où il noue les contacts indispensables avec les libéraux locaux, il se fait remarquer par le commissaire de police :

Cet individu tint dans un café des propos qui donnaient à connaître quels étaient ses opinions (...) Je le crois homme à tout entreprendre et excessivement dangereux mais il évitait de fréquenter les lieux publics (...) Cet homme a exprimé, plusieurs fois dans des conversations particulières, l'espoir de la réussite des projets les plus sinistres et ne doutait pas de la formation sur la frontière d'un corps de mécontents¹⁵.

Le comte d'Escalonne, le commissaire de police de Bayonne, de sa propre initiative fait « surveiller de près » le capitaine. Quand le 24 février 1821, Husson entre en Espagne, un espion l'accompagne et rendra compte à son chef de toutes ses actions. Le carbonaro installé dans la province du Guipúzcoa, à Irún, se lance corps et âme dans l'élaboration d'un système de communications entre les deux comités. Concrètement, sa mission secrète est d'établir des relations entre les membres du gouvernement des Cortes et les chefs français du mouvement libéral.

En peu de temps, grâce à son activité, ces contacts sont établis de manière efficace. L'agent employé par les Espagnols pour collaborer avec lui est Juan Olavarría¹⁶, administrateur des douanes à Irún. Au printemps 1821, la communication est établie entre les généraux Rafael del Riego, Francesco Espoz y Mina, López-Baños, le député Moreno de Guerra et le ministre Argüelles d'un côté et le général de La Fayette, les députés Antoine Manuel et le comte de Girardin, de l'autre ; selon Husson, tous membres de la société secrète transnationale.

Alerté par son agent des manœuvres du capitaine, les autorités diplomatiques françaises réclament avec insistance au gouvernement espagnol qu'il soit éloigné de la frontière et transféré à l'intérieur de la Péninsule. Les ministres espagnols soucieux de conserver de bonnes relations avec la France enjoignent au transfuge de quitter la province du Guipúzcoa dans les plus brefs délais.

¹⁵ Arch. nat. F⁷ 6651. Le commissaire de police de Bayonne au directeur-général de la police, le 3 mars 1821.

¹⁶ Ignacio Fernández Sarasola, *Conspiraciones constitucionales en España (1819-1834)*. *Historia Constitucional*, n. 10, 2009, p. 485-494.

IV. DANS LE TOURBILLON DES INTRIGUES

Cet abandon de la protection des hommes au pouvoir à Madrid provient d'un bouleversement ministériel de premier ordre survenu dans la Capitale ; son parent Argüelles, qui veille sur lui, a été renversé le 2 mars 1821 et est maintenant sans influence. Cette situation est le résultat d'une crise politique débutée en décembre 1820 et qui se termine par l'avènement d'un pouvoir modéré à Madrid. Ce ministère, placé sous l'autorité du marquis de Santa-Cruz et de Martínez de la Rosa, espère mettre fin à l'influence des *exaltados* qui déstabilise le gouvernement constitutionnel. Ainsi, toute idée de manœuvre subversive sur les frontières est dorénavant exclue, plus aucun soutien ne doit être apporté au réfugié français. Le 20 mars, l'espion devenu proche du transfuge, le visite et indique à ses chefs :

Je n'ai pu voir Husson qu'un instant. Son parent Argüelles appartenait à l'ancien ministère. Sa femme, qui se rendait auprès de son oncle Argüelles, y est logée et nourrie, mais elle n'a rien pu obtenir pour son mari qui m'a paru extrêmement mécontent. Il est sans moyens d'existence (...). Il ne parle plus comme auparavant de cette *héroïque* Espagne, des projets futurs, du drapeau tricolore et du bataillon sacré. Il me disait même que si la France lui donnait un régiment et cinq cents hommes de cavalerie, il traverserait le pays jusqu'en Castille ; le pays en effet n'offre aucune défense. Il se prétend persécuté et proscrit.

Le plan du drapeau tricolore était approuvé par l'ancien ministère, mais son parent qui le protégeait, est sans influence. Husson comptait sur un bon nombre d'officiers distingués qui devaient le joindre, mais qu'il s'est empressé de dissuader sur le *beau idéal* de cette opération, et qu'il ne veut pas être la cause de leur malheur¹⁷.

Les membres du Comité directeur, devenu Haute vente de la Charbonnerie, décident aussi de se séparer de lui et de ne plus l'utiliser. Maintenant qu'il est connu de la police, leurs actions en Espagne risquent d'être paralysées. Abandonné par les libéraux français et espagnols, le capitaine Husson se rend sans doute à Madrid pour se soumettre aux vœux des autorités françaises et faire valoir ses espérances déçues auprès des Cortes.

Son séjour dans la capitale n'est pas long. Dès le 28 août 1821, le comte d'Escalonne informe son ministre que « le colonel Husson (...) est de retour à *Irún* où le chef-politique de *Tolosa* a donné l'ordre de le laisser résider ; que cet officier français, comme de coutume, tient publiquement de très mauvais propos, annonce qu'il reviendra bientôt en France et qu'enfin ses projets ont été adoptés »¹⁸. François Husson s'est rapproché du général del Riego, l'homme par qui la révolution constitutionnelle espagnole a commencé, alors capitaine-général d'Aragon. À Saragosse, où se trouve une loge maçonnique, Riego accueille avec bienveillance ces « émigrés de la Liberté » toujours à l'affût de la moindre opportunité subversive.

L'occasion se présente durant l'été (1821) sous la forme de l'établissement d'un *Cordon sanitaire* sur la frontière des Pyrénées afin d'empêcher la propagation

¹⁷ Arch. nat. F⁷ 6664^A. Extrait d'une lettre d'un agent secret français, le 8 mai 1821.

¹⁸ Arch. nat. F⁷ 12.000, dossier Lonjoux, le 28 août 1821.

de la fièvre jaune survenue à Barcelone. L'installation d'une troupe française nombreuse dans un même endroit est une occasion inespérée de retourner les militaires de l'armée royale. L'espoir de ces transfuges est de faire faire demi-tour à cette armée encore grandement constituée d'anciens militaires du Premier Empire. L'Aragon, par sa proximité des frontières françaises et la bienveillance de son chef, devient ainsi le point de rencontre de tous ceux qui rêvent d'un mouvement insurrectionnel sur la France.

Cugnet de Montarlot, pamphlétaire et figure importante de la faction la plus ardente des *patriotes* parisiens, qui a déjà subi de longs mois de prison depuis 1815 pour des délits politiques¹⁹, s'est installé à Saragosse en mai. De là, il veut reprendre ses activités subversives et essaye d'élaborer un coup de main sur la frontière. Il trouve comme allié le général del Riego et le général Guillaume de Vaudoncourt²⁰, nouvellement installé à Valence. L'idée est de pénétrer par surprise en France, en trois colonnes et de soulever la troupe du *Cordon sanitaire* préalablement travaillée par des proclamations enflammées. À ce projet grandiose se greffe le capitaine Husson, qui dorénavant prend le titre de colonel. Le directeur-général de la police est informé que :

Husson prétend qu'il reviendra bientôt en France, et les avis venus de Saragosse parlent, ainsi que j'ai eu l'honneur dans mon rapport du 26, que le mouvement éclatera sur plusieurs points de la frontière à la fin de septembre. D'un autre côté, dans le long séjour que le colonel Husson a fait à Irún, on savait qu'il avait formé le projet d'organiser un régiment dans l'objet de se ménager les moyens de faire une tentative de mouvement insurrectionnel sur nos frontières. Alors, il agissait isolément, mais, si comme il le dit aujourd'hui, son projet est abouti, nous devrions en conclure qu'il se lie à celui de Cugnet de Montarlot²¹.

L'alliance de fortune de ces trois exilés donne une teinte bigarrée à l'opération qui se prépare. Ainsi Cugnet invite Husson et Guillaume de Vaudoncourt à venir partager la gloire d'une libération de la France : chacun à la tête de leur colonne, ils vont chasser les Bourbons. Ces trois anonymes aux ambitions politiques différentes s'accordent sur l'importance de leur mission. L'exemple de Napoléon débarquant presque seul sur les côtes françaises en mars 1815, armé de son nom et du drapeau tricolore, et soulevant une vague d'adhésion, dynamise leur volonté. Ils comptent se présenter eux aussi avec la bannière de la liberté, en tenue militaire et au son de la *Marseillaise*. Ces symboles suppléeront à leur manque de notoriété.

En septembre 1821, alors que tout est prêt pour mener l'opération, des luttes intestines entre les révolutionnaires espagnols l'a font échouer. Le général Guillaume de Vaudoncourt, Cugnet de Montarlot se retrouvent en prison pour plusieurs mois. Quant à Husson, son nom apparaît en France dans les colonnes du journal du gouvernement, le *Moniteur universel* :

¹⁹ Laurent Nagy, *Un conspirateur patriote sous la Restauration : C.-F Cugnet de Montarlot. Origine de l'élaboration d'une culture révolutionnaire*, Annales Historiques de la Révolution Française, n°370 (4/2012), décembre 2012.

²⁰ Frédéric-François Guillaume de Vaudoncourt, *Mémoires d'un proscrit*, introduction et notes de Laurent Nagy. Cahors, La Louve, 2012, deux volumes, *op. cit.*, t. 1, ch. VI, p. 207.

²¹ Arch. nat. F⁷ 12000, Dossier Lonjoux, le 28 août 1821.

Plusieurs journaux, en rendant compte des mouvements qui se sont manifestés à Saragosse, dans les journées du 30 et 31 août, ont annoncé que les Français réfugiés en Espagne y avaient pris une part active, mais en ne nommant toutefois que l'ancien rédacteur de *l'Homme gris*, le sieur Cugnet de Montarlot, et un ancien officier nommé Husson, qui paraît avoir été son principal, ou plutôt son seul agent²².

Malgré cette complicité proclamée, Husson échappe à toute poursuite judiciaire à condition de se rendre immédiatement à Carthagène (Murcie).

V. AU SERVICE DES *EXALTADOS*

Sa situation est difficile, mais une fois encore des bouleversements survenus à Madrid encouragent François Husson à reprendre une activité politique. Début juillet 1822, par l'intermédiaire de sa Garde royale, Ferdinand VII a tenté de reconquérir par la force son pouvoir perdu. Ses fidèles réinvestissent Madrid à la grande colère des milices constitutionnelles. Suite à des affrontements dans lesquels Rafael del Riego joue un rôle déterminant, les royalistes sont vaincus. Le roi d'Espagne, afin de se plier aux exigences des *exaltados*, nomme un nouveau ministre le 7 juillet à la tête duquel se trouve Evaristo Fernández de San Miguel. Le gouvernement adopte une tournure ultralibérale, Rafael del Riego est même reçu en audience par le monarque. L'influence de son ami pousse François Husson à s'engager physiquement pour la victoire de la révolution car le péril est moins aux frontières qu'à l'intérieur même de la Péninsule. *L'Armée de la Foi*²³ et le brigandage ravagent les différentes provinces. Le colonel, de par son expérience passée, est apte à combattre ce genre d'adversaires. Au profit du nouveau ministre, il se lance violemment dans la lutte et écrit :

Il faut avouer ici tous mes torts, mon général, après le fatal 7 juillet 1822, les soi-disant *régénérateurs* jetèrent les yeux sur moi, et me chargèrent de la poursuite des brigands, et des soi-disant factieux de la province de Murcie. Je m'acquittai de cette commission avec un zèle excessif ; j'ai souvent agi avec un esprit de parti odieux, et je demande humblement pardon à Sa Majesté. Je n'ose cacher que j'ai plus que personne contribué à la destruction du fameux Jaime Alonso. J'ai pris aussi une grande part à la répression de la contrebande²⁴.

L'Espagne, depuis l'écrasement des révolutions libérales de Naples (mars 1821) et de Turin (avril 1821), est devenue l'ultime espace constitutionnel en Europe.

²² *Moniteur universel*, n°261, le 18 septembre 1821.

²³ Pour représenter Ferdinand VII, entre les mains des constitutionnels, une régence absolutiste, appuyée par *l'Armée de la Foi*, s'empare de la ville de Seo de Urgel (Catalogne) et y installe son gouvernement. Cette régence est présidée par le marquis de Mataflorida, l'archevêque de Tarragone et le général baron d'Eroles. Elle décrète la guerre civile au nom du roi déchu.

²⁴ Arch. nat. F⁷ 6664^A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson...*

Mais sa destinée est menacée. Depuis le congrès de Vérone (octobre 1822), la Sainte-Alliance a commissionné le gouvernement français pour aller libérer Ferdinand VII et anéantir irrémédiablement, selon le mot d'Alphonse de Lamartine, ce « Coblentz des Carbonari »²⁵ qu'est la Péninsule. Installée sur les limites méridionales, le *Corps d'observation* se transforme en *Armée des Pyrénées* (septembre 1822). On fourbi les armes des deux côtés, le Comité directeur parisien envoie, via l'Angleterre, tous les contumax, proscrits et aventuriers pour soutenir la révolution espagnole.

Alors qu'il est toujours en Murcie, Husson sait que durant l'année 1822 est arrivée une vague importante de militaires compromis dans les soulèvements orchestrés par la Charbonnerie²⁶. Ils constituent les premiers embryons des *Légions libérales*, l'une à Irún, l'autre à Barcelone²⁷. Les officiers français au sein du *bataillon Napoléon II* de Biscaye ont pour mission d'encadrer, de former, d'instruire une troupe formée de déserteurs français, de volontaires espagnols, piémontais et napolitains. En attendant de recevoir l'ordre d'agir, sous les ordres du chef de bataillon Caron, un ancien aide-de-camp du maréchal Ney²⁸, ils servent activement comme troupe d'appoint aux côtés des Espagnols dans leur lutte contre les royalistes. Ils montrent une ferveur et un attachement tels qu'ils sont fréquemment utilisés dans les missions les plus hasardeuses. Charles Caron, leur chef, est le choix du général de La Fayette, et non pas celui du colonel Fabvier et du député Manuel. François Husson ne veut pas servir sous ses ordres et préfère rester à la disposition des constitutionnels espagnols et de son ami Fabvier.

Conscients de l'importance de réunir les deux légions pour augmenter les chances de succès, les comités directeurs madrilène et parisien signent une convention le 26 janvier 1823²⁹ stipulant que tous les réfugiés politiques doivent être dirigés vers le Pays Basque afin de se joindre aux hommes de Caron, et de leur nouveau chef arrivé depuis peu, le colonel Fabvier. Husson, après un bref séjour à Madrid, décide de joindre sa destinée aux autres transfuges en Biscaye. Le 10 mars, il contraint tous les Français, volontaires ou pas, qui se trouvent dans la capitale à le suivre. Il est chargé de mener cette petite troupe bien peu disposée à aller combattre

²⁵ Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Restauration*, Paris, Pagnerre, 1851-1852, 8 vol., *op. cit.*, t. IV, p. 213.

²⁶ Les hommes arrivant durant l'année 1822 en Espagne ont participé aux soulèvements orchestrés par le Comité directeur : à Belfort (décembre 1821), à Marseille (janvier 1822), à Nantes (février 1822), à Thouars (février 1822) et enfin à Strasbourg (avril 1822).

²⁷ Laurent Nagy, *Le Rapport sur la campagne de Catalogne par un transfuge français (1823). L'internationalisme militant d'Armand Carrel dans une Europe postrévolutionnaire*. *Revue Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 20, 2014, pp. 145-173.

²⁸ CARON Charles Louis (1782-1836). Né à Dallon (Aisne) le 16 septembre 1782. Entré au service en 1805 comme marin. Prisonnier en 1809, rentré en 1810 s'étant échappé des prisons d'Angleterre. Lieutenant en 1812, attaché comme aide-de-camp du maréchal Ney lors des campagnes de Russie, d'Allemagne, de France et de Belgique. Commandant en 1814, légionnaire en 1813 et chevalier de Saint-Louis en 1814. Le maréchal Ney le propose pour le grade de colonel. Licencié en août 1815, retraité en 1818 et enfin réintégré à la Légion de la Drôme en 1819. Impliqué dans l'affaire du capitaine Vallé, Caron est condamné à mort par contumace. Son oncle est le colonel Caron qui fut fusillé pour délits politiques en 1822.

²⁹ Le général de Vaudoncourt a intégré la Convention dans ses *Mémoires d'un proscrit*, *op. cit.*, t. 2, Annexe.

et de l'intégrer au sein du *Bataillon Napoléon II*³⁰.

Le colonel Husson arrive à Vitoria, point de ralliement des transfuges français. Ils y attendent le général Ballesteros qui doit les seconder dans leur mouvement sur la France. Le 26 mars [1823], l'officier-supérieur leur annonce qu'il lui est impossible de leur donner des chevaux, et que la situation financière de l'Espagne ne permet pas de les aider à former un corps indépendant. D'un tempérament exalté, le colonel exprime sa déception en fulminant contre cet abandon des élites conspiratives. L'espion souligne combien son caractère ombrageux contribue à accentuer le divorce avec les constitutionnels espagnols et les Français, et place la *Légion* dans une mauvaise position :

Husson, l'un d'eux, qui prend le titre de colonel, est fort adonné à la boisson. Dans la soirée du 27, il entendit beaucoup de bruit près de la maison dans laquelle il se trouvait. On lui annonça en même temps que ses camarades étaient engagés dans une querelle. Il sortit alors comme un furieux, le sabre à la main, et dans un état proche de l'ivresse. Dans le tumulte, un étudiant fut tué. Le public attribua généralement ce meurtre à Husson, et maintenant ce chef et ses compagnons sont vus de très mauvais œil à Vitoria. Quelques jeunes gens paraissent même disposés à se faire justice sur eux de la mort de l'étudiant³¹.

Sans doute placé dans l'obligation de quitter la région pour sa propre sécurité, François Husson ne participe pas aux côtés de ses frères d'armes au passage de la Bidassoa³². Il sert la cause libérale autrement, il explique « me voyant obligé par mon serment de défendre jusqu'à la mort la Constitution, j'allais servir comme chef de la seconde demi-brigade des Asturies »³³. Toute sa conduite est alors militaire. Chez lui, comme chez la plupart des transfuges français qui s'enrégimentent dans les troupes espagnoles, un cas de conscience se présente : ils sont tiraillés entre leur parole de soldat et leur patriotisme. Mais une fois encore, son esprit de parti lui permet d'affirmer « malgré la douleur que j'éprouvais de porter les armes contre ma patrie, je dois avouer que je défendis de mon mieux la Galice »³⁴.

Seulement, le 8 juillet 1823, après la prise du Trocadéro, tous les espoirs des libéraux européens sont anéantis. Alors que l'armée du duc d'Angoulême reconquiert

³⁰ S.H.D (Service Historique de la Défense), D1.6. Correspondance militaire de l'Armée d'Espagne, le 28 mars 1823.

³¹ S.H.D, D1.6. Correspondance militaire de l'Armée d'Espagne, le 28 mars 1823.

³² Le 6 avril 1823, le colonel Fabvier et le commandant Caron rassemblent à la hâte une troupe composée d'une centaine d'hommes afin de retourner l'armée royale qui s'avance. Revêtus de l'uniforme de l'ex-Garde impériale, arborant la cocarde, déployant la bannière tricolore et portant leurs armes le canon pointé vers le sol, ils se présentent à l'avant-garde française arrêtée momentanément sur la rive droite de la Bidassoa. Ils espèrent que devant l'apparition de tels symboles, une sédition éclaterait au sein de l'Armée d'Espagne. Un témoin relate que : «*Les transfuges ont chanté des chansons séditieuses (La Marseillaise), ont invoqué tour à tour dans leurs cris de fureur Napoléon II, la République, la Constitution et la Liberté.*» S.H.D, D1.6. Face à ces démonstrations auxquelles ne répondent pas les soldats, le général français Vallin ordonne à l'artillerie de foudroyer les proscrits. Après avoir essuyé plusieurs salves et laissant morts quelques-uns d'entre eux la petite troupe désœuvrée bat en retraite.

³³ Arch. nat. F⁷ 6664^A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson...*

³⁴ Arch. nat. F⁷ 6664^A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson...*

la péninsule au nom du souverain espagnol, Ferdinand VII s'illustre par ses repréailles. La réaction est terrible. Le peuple se joint aux vengeances royales³⁵, les constitutionnels sont pourchassés à travers toute la péninsule. Libéré de son serment devant la défaite des chefs espagnols, Husson décide de quitter la Galice. De La Corogne, il veut s'embarquer pour Cadix afin de rejoindre le gouvernement qui s'est retranché dans cette ville-forteresse «mais à Vigo, je me jugeai trop heureux d'avoir un moyen de transport et je décidai d'aller à Londres»³⁶.

VI. L'ULTIME TENTATIVE DE LA CHARBONNERIE EUROPEENNE

En août 1823, dès son arrivée, en Grande-Bretagne, François Husson est mis en contact avec le *Comité français* dirigé par le colonel Fabvier et le colonel de Marbot. Depuis la délivrance de Ferdinand VII, Londres est devenu la base de repli des libéraux du continent. Parmi les plus fanatiques demeure l'espérance de faire renaître la révolution dans la Péninsule. Face à leur dramatique situation, ils se sont fédérés ; l'aspect individuel des aspirations révolutionnaires s'efface au profit d'une vision unioniste. Les franc-maçons et les *comuneros*³⁷ espagnols, les proscrits français et italiens fomentent un nouveau plan insurrectionnel dans la Péninsule à partir de Gibraltar.

Cette enclave britannique est le lieu de concentration des constitutionnels malheureux de la Péninsule³⁸. On y vient pour chercher un passage vers l'étranger, un retour en grâce auprès du représentant diplomatique de sa nation ou pour continuer la lutte. Tous les transfuges européens, sous législation britannique, y trouvent momentanément refuge. Charles Monier, ayant fait partie d'une cohorte placée sous les ordres du commandant Gauchais, se souvient :

Mais, à l'époque où j'y abordai [septembre 1823] et jusqu'après la reddition de Cadix, ce concours et ce tumulte s'étaient encore accrus, par la présence d'une multitude de réfugiés accourus de tous les pays. Les maisons étaient encombrées, la baie était couverte de navires à bord desquels la plus grande partie des fugitifs avait cherché un asile. On entendait parler toutes sortes de langues, on voyait des costumes de tous les pays, parmi lesquels il s'en trouvait de très-grotesques. Il n'était pas rare par exemple de voir des ecclésiastiques coiffés du chapeau militaire et des militaires à moitié déguisés en bourgeois. D'autres se cachaient sous le costume du

³⁵ Pedro Pegenaute-Garde, *Represión política en el reinado de Fernando VII : las comisiones militares, (1824-1825)*. Pamplona, Universidad de Navarra, 1974, 111 p.

³⁶ Arch. nat. F⁷ 6664^A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson...*

³⁷ Les *comuneros* sont les membres d'une association secrète qui veut faire « avancer » la révolution. Composée de francs-maçons et des principaux « ténors » de la révolution de 1820, cette organisation a pour devise : « *Le Roi constitutionnel et la Religion* ». Les *comuneros* sont en fait la branche espagnole de la Charbonnerie française et de la Carbonaria italienne.

³⁸ Rafael Sanchez Mantero, *Gibraltar, refugio de liberales exiliados*, Revista de Historia Contemporánea 1 (1982), *op. cit.* p. 81-107.

marin, du paysan andalou... Divers membres des Cortes et du gouvernement constitutionnel offraient un singulier spectacle de détresse et de désolation³⁹.

Les chefs carbonari espagnols et français exhortent le colonel Husson à repartir pour Gibraltar afin de préparer le prochain mouvement insurrectionnel. Certain de pouvoir compter sur la logistique de cette association secrète puissante, il quitte Londres le 8 novembre 1823. Il touche terre à Gibraltar au moment où :

Toutes les personnes compromises se sauvaient de cette place précipitamment, dans le plus grand désordre, et au milieu des périls les plus pressants. La mer était couverte de navires et de bateaux dont quelques-uns se dirigeaient vers l'Afrique, mais le plus grand nombre venait à Gibraltar où se trouvait déjà une si grande affluence de monde⁴⁰.

Ces appuis sont réels car le colonel séjourne plusieurs mois à Gibraltar sans être inquiété par les autorités britanniques⁴¹. Malgré cette sécurité, François Husson demeure jusqu'à l'hiver 1824 dans une situation d'isolement quasiment total. Sa situation personnelle n'est guère reluisante, le consul de France à Gibraltar écrit :

Husson se disant colonel ayant parcouru l'Espagne dans tous les sens, et arrivé de Londres depuis quelques jours. Jouant le *Brutus* en plein café, et ayant proposé au Tivoli à Madrid, à Mallet, Lacroix, Michelet et quelques autres, de faire ce qui s'appelait un *coup de romain* en allant poignarder la famille royale. Capable de tout hors du bien. [...] Cherchant actuellement quelque chose où se jeter, et parlant de se rendre au Mexique, où l'on peut, dit-il, manquer de s'élever aux premières charges puisqu'lturbide⁴² qui ne le valait certainement pas, y est devenu empereur⁴³.

C'est en février 1824 que les *comuneros* l'invitent enfin à installer « une cabane carbonarique » à Gibraltar afin de centraliser tous les efforts. Le plan des conjurés est grandiose. Alors que la Péninsule est occupée par les forces françaises et espagnoles, alors que la population a regardé sans s'émouvoir s'effondrer la cause constitutionnelle, les sociétés secrètes européennes veulent rallumer la flamme révolutionnaire.

³⁹ MONIER Charles. Natif d'Avignon, ancien sous-officier du génie de Napoléon, il est arrêté au mois d'août 1816, comme prévenu dans l'affaire de *l'Épingle noire*. Condamné à la peine capitale, il est gracié par Louis XVIII. Il écrira ses : Charles Monier, *Mémoires d'un condamné politique sous la Restauration. Souvenirs de cinq années de captivité & de cinq années de proscription en Suisse, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, en Portugal, en Espagne et en Afrique*. Paris, 1836, 360 p., *op. cit.*, ch. XVIII.

⁴⁰ Charles Monier, *op. cit.*, ch. XVIII.

⁴¹ Charles Monier, quant à lui, n'étant pas accrédité par ce réseau subversif, comme bon nombre de ses compagnons d'errance, est chassé par la force par la police anglaise quelques jours après son arrivée à Gibraltar.

⁴² Agustin de Iturbide se fait proclamer empereur en 1822, sous le nom d'Agustin I^{er}. Forcé d'abdiquer en 1823, il passe en Italie, et de là à Londres.

⁴³ Arch. nat. F⁷ 6665. Le Consul de France à Gibraltar au ministre des Affaires Etrangères, le 2 décembre 1823.

Leur projet est une reproduction du mouvement de 1820, seulement cette fois, la base de départ est le rocher britannique. L'idée consiste à prendre la citadelle d'Alicante, puis de se diriger ensuite en Murcie. Deux corps expéditionnaires sont prévus et doivent agir simultanément : le premier après avoir débarqué à Malaga doit se porter sur la ligne de San-Roque, alors qu'un second doit prendre par surprise la ville de Tarifa⁴⁴, créant un double front. À l'annonce de la renaissance de la liberté « toutes les associations intérieures doivent faire explosion à un signal convenu »⁴⁵.

Entre Tanger et Gibraltar se concentrent plusieurs dizaines d'individus, provenant de tous les pays d'Europe. On y retrouve notamment bon nombre de Britanniques, d'Espagnols, d'Italiens et de Français. Parmi ces hommes se trouve François Cugnet de Montarlot à la tête de sa *Légion Européenne pour la Liberté*. Tous ces individus partagent le même enthousiasme, cette foi identique dans le sacrifice, cette vision surdimensionnée de leurs attributions. L'exemplarité des événements malheureux proches ne semble pas altérer leur jugement, ces missionnaires de la liberté sont persuadés que l'apparition de symboles transformera leur aventure en révolution générale.

Le rôle de François Husson est de concentrer tous les réfugiés disséminés entre Gibraltar et Tanger pour en former un corps expéditionnaire. Le colonel invite ses amis à venir le rejoindre. Il s'adresse notamment au capitaine Persat, qui vient de combattre en Catalogne aux côtés d'Armand Carrel, et qui est alors réfugié à Guernesey :

C'est encore lui H[usson] qui écrivait aux proscrits français à Londres et aux îles de Guernesey et Jersey : « que la liberté attendait de nouveaux sacrifices de ses héroïques défenseurs, et que tous les hommes de cœur devaient se trouver à Gibraltar ».⁴⁶

Ainsi, les deux corps expéditionnaires sont formés. La première cohorte est placée sous l'autorité du colonel Francisco Valdés. Le 3 août 1824, avec soixante-cinq hommes, il quitte Gibraltar et prend par surprise aux cris de *Vive la Constitution* ! la garnison bordant les côtes de Tarifa. Alors qu'ils sont rapidement assiégés par les troupes françaises et espagnoles, l'autre opération menée par le général Iglesias débarque à Almeria pour marcher sur Alicante. Ils sont plus d'une centaine à y participer. Parmi ces derniers se trouve Claude-François Cugnet de Montarlot, qui réfugié à Tanger, a été approché par le colonel Husson pour faire partie de cette opération décisive. Les *coloraos*⁴⁷ tentent vainement de lever les habitants. Les

⁴⁴ Mariano Linares, *Historia militar de la Forma y defensa de la plaza de Tarifa en el mes de Agosto de 1824, por una espedición de patriotas al mando del Ciudadano Coronel D. Francisco Valdés*, Cuenca, 1837, 42 p.

⁴⁵ Arch. nat. F7 6664A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson...* L'intégralité du document est disponible auprès de l'auteur (laurent.nagy@voila.fr)

⁴⁶ Maurice Persat, *Mémoires du commandant Persat (1806 à 1844)*, publiés avec une intro. & des notes par G. Schlumberger. Paris, Plon, 1910, 367 p. Maurice Persat ne mentionne Husson dans ses *Mémoires* que par la lettre H.

⁴⁷ Ce surnom de « *coloraos* » provient des tenues chamarrées que porte la troupe. Comme l'indique un témoin : « cent hommes avec uniforme, drap couleur rouge et casques à plumets blancs furent jetés sur la

forces royalistes prévenues écrasent facilement ces derniers défenseurs armés de la cause libérale. Dès lors de terribles représailles s'exercent. *Le Moniteur Universel* indique :

« Aujourd'hui, trente-deux criminels sont entrés en chapelle pour être fusillés demain ; parmi eux se trouvent le frère du comte Santa-Anna, et le fameux Cugnet de Montarlot. On compte quatre-vingt prisonniers compliqués dans cette affaire qui seront exécutés dans le courant »⁴⁸.

Alors que l'effet de surprise est l'élément indispensable pour ce genre d'opération, l'autorité espagnole a été alertée depuis des semaines du plan des révolutionnaires. En effet, François Husson pour prix de son « pardon et de sa rentrée en France »⁴⁹, a proposé au consul de France à Gibraltar de faire des « déclarations importantes concernant le plan d'une conspiration qui tendait à rétablir la constitution et chasser les Français de l'Espagne »⁵⁰. Envoyé au quartier-général de Jose O'Donnell, comte de La Bisbal, à Algésiras, le 9 juillet 1824, il rédige un *Mémoire* dévoilant tous les secrets des insurgés. Ces révélations influent sur l'issue du soulèvement comme en témoigne le consul de France à Gibraltar :

Il y a lieu de croire que les réfugiés espagnols, effrayés des résultats prochains de la fuite d'un homme qui connaissait tous leurs secrets, et jugeant, par les précautions prises à Algésiras, qu'ils étaient trahis, se déterminèrent à brusquer l'attaque de Tarifa, qui, dans leur plan général dévoilé par le sieur Husson, devait-être différée et combinée avec d'autres entreprises qui auraient eu lieu simultanément sur d'autres points. Les facilités que le gouvernement espagnol donna au sieur Husson pour se rendre à Mahon et l'augmentation de solde qui lui fut accordée après ces révélations prouvent du moins que le gouvernement espagnol ne les trouva pas sans importance⁵¹.

VII. LA FIN DU COLONEL FRANÇOIS HUSSON

Une trahison ne peut guère s'expliquer. Seul François Husson connaît les motivations qui le poussent à abandonner ses pairs. Il commence son récit en soulignant la détestation qu'il porte à ses commanditaires, les élites de la Charbonnerie :

plage ». Archives des Affaires Etrangères. Correspondance politique. Espagne, août-septembre 1824, note 728.

⁴⁸ *Moniteur Universel*. Le jeudi 16 septembre 1824, n° 260

⁴⁹ Archives des Affaires étrangères. 728. Correspondance politique. Espagne, août-septembre 1824, le consul de France à Cadix au ministre des Affaires Etrangères, le 12 août 1824.

⁵⁰ Archives des Affaires étrangères. 728. Correspondance politique, le 12 août 1824.

⁵¹ Archives des Affaires étrangères. 728. Correspondance politique, le 12 août 1824.

Je me suis jeté parmi des hommes dont les sentiments différaient en tout des miens ; je me suis élancé au milieu des fatigues et des périls, tandis qu'ils s'enfonçaient dans l'opprobre et l'infamie. Mes yeux se sont ouverts enfin à l'honneur, et la voix de ma conscience, de sérieuses réflexions, les conseils d'un ami, enfin mon naturel loyal mais décidé à confesser mon repentir sincère, et à effacer mes fautes en servant Sa Majesté⁵².

D'un tempérament exalté, face à toutes les défections politiques et la pusillanimité de ses chefs, François Husson décide d'abandonner la lutte et pour prix de son repentir, de livrer ses camarades. Alfred de Vigny écrit « la parole, qui n'est trop souvent qu'un mot pour l'homme de haute politique, devient un fait terrible pour l'homme d'armes ; ce que l'un dit légèrement ou avec perfidie, l'autre l'écrit sur la poussière avec son sang »⁵³. Cette pensée résume le fossé qui sépare les hommes d'action des libéraux parisiens. Les échecs et les malheurs successifs ont détruit l'illusion qu'avait engendrée la Charbonnerie d'une société formant qu'un seul corps solidaire face aux forces de la contre-révolution. Nullement porté par cette foi messianique qui habite les derniers résistants de Gibraltar, François Husson refuse de partager ce rêve de liberté auquel il ne croit pas. Il a une armature idéologique trop délicate pour le dévouement.

Son acte brise sa carrière et sa vie. Sa délation le force à rester en Espagne, au service du roi Ferdinand VII. Honni pour son attitude par tous les hommes de principes, royalistes ou libéraux, il est obligé de s'exiler dans les îles Baléares où il sert comme officier dans la gendarmerie royale.

Durant le printemps 1828, les événements politiques d'Espagne, une fois encore le l'obligent à quitter l'île de Minorque. Depuis plusieurs mois, les ultraroyalistes espagnols pourchassent sans répit les anciens libéraux qui avaient pu échapper aux représailles antérieures. Cette répression féroce se situe au cœur de la *decada ominosa*. Emporté par cette vague contre-révolutionnaire, le colonel Husson est arrêté, puis conduit au fort Saint-Charles près de Palma de Majorque. Inquiet de son devenir, il est forcé de s'avouer sujet de Charles X et invoque la protection du Consul de France à Mahon. Ce dernier pour venir en aide à son compatriote se décide à « demander au commandant espagnol des îles Baléares que le sieur Husson lui fut remis pour être envoyé en France »⁵⁴. À son arrivée à Toulon, il est emprisonné de nouveau comme suspect d'une condamnation politique. De sa geôle, il adresse des *Mémoires* et réclame des subsistes au ministre des Affaires Etrangères. Un diplomate écrit à son responsable que « je n'ai trouvé aucun motif pour accueillir la demande de cet homme dont les écrits annoncent quelques dérangements dans les facultés intellectuelles »⁵⁵.

Après quelques jours d'incarcération, François Husson (devenu Husson *de Ture*), est libéré et part en Lorraine auprès de sa famille. Vivant dans une extrême précarité, il décide de s'installer auprès de son frère, charpentier à Paris. Encore jeune, il souhaite intégrer l'administration royale. Afin d'attirer l'attention des services

⁵² Arch. nat. F7 6664^A (dossier 1.265c). *Mémoire remis par le colonel Husson...*

⁵³ Alfred de Vigny, *Servitude et grandeur militaires*. Paris, H. Delloye-V. Decou, 1838, *op. cit.*, ch. X, *La canne de jonc*, p. 391. p. 123.

⁵⁴ Arch. nat. F7 6651. Chancellerie du ministère des Affaires Etrangères, Paris, le 12 avril 1828.

⁵⁵ Arch. nat. F7 6651. Chancellerie du ministère des Affaires Etrangères, Paris, le 14 août 1828.

de police, François Husson adresse une nuée de missives destinées à prévenir l'autorité d'un complot visant à renverser les Bourbons. Il écrit :

Le ciel qui m'a donné un caractère assez ferme pour tout supporter avant de fléchir sur mes serments, me mit également à même d'observer avec sûreté toute les démarches criminelles des révolutionnaires. Ils étaient alors, et sont encore, malheureusement trop puissants ; mais, pour moi, plus il y a de danger dans une entreprise, plus je sens augmenter mon zèle et mon dévouement, aussi résolu-je mon sacrifice à la plus noble des causes⁵⁶.

Sa démarche et son allégeance envers Charles X est d'autant plus infructueuse que 1830 chasse définitivement les Bourbons, laissant le capitaine à sa solitude et à ses remords. François Husson regarde avec envie la position acquise par ses anciens coreligionnaires : Fabvier est devenu lieutenant-général, le chef de bataillon Caron est maintenant colonel... La monarchie de Juillet récompense (bien modestement d'ailleurs) tous ces hommes qui ont combattu la Restauration pour voir arborer le drapeau tricolore. La trahison de Husson pèse sur lui et l'issue de toutes ses démarches est infructueuse. Même le général Fabvier, maintenant au service de l'ordre, ne veut pas se compromettre avec cet homme entaché du sceau de la trahison. Un enquêteur devant dresser un rapport politique sur le comportement de Husson note :

Cet individu demeure en effet chez son frère, maître-charpentier, carrefour de l'Odéon n°16. Il paraît qu'il n'a obtenu ni demi-solde, ni retraite car il est entièrement à la charge de son frère, qui lui-même n'est pas à son aise. Le commandant Husson vit très retiré, fréquente peu de monde et manifeste le plus grand désir d'être remis en activité de service soit dans son grade, soit comme surveillant dans les arsenaux ou dans les magasins militaires⁵⁷.

La dernière trace que l'on retrouve de lui dans les Archives est l'obtention d'un secours au *Comité des récompenses nationales*. Cette assemblée, fondée après les Trois Glorieuses, visent à aider les victimes politiques de la Restauration. Ceux qui ont été persécutés, emprisonnés ou ruinés pour leur engagement en faveur du drapeau tricolore perçoivent une aide ponctuelle de la part du gouvernement de Louis-Philippe. François Husson ne fait pas partie des premières listes de personnes à secourir. Lui qui avait livré ses acolytes aux repréailles royalistes, obtient enfin en 1844 et 1846 une aide exceptionnelle de 100 francs⁵⁸.

François Husson meurt à Paris, dans le plus grand dénuement, le 15 janvier 1846⁵⁹.

⁵⁶ Arch. nat. F7 6651. Lettre de François Husson *de Ture*, Paris, le 31 mars 1830.

⁵⁷ Arch. nat. F7 6651. Note confidentielle au ministre de l'Intérieur, sans date.

⁵⁸ Archives de la Préfecture de police, A^A366. Récompenses nationales. Rétablissement en faveur François Husson de Tur d'un secours supprimé le 1^{er} janvier 1843.

⁵⁹ Archives de Paris, V3E/D762. Décès François Husson (arrondissement de Belleville), le 15 janvier 1846.

Cette existence aventureuse et tragique, les affres permanentes de la solitude vécus par cet homme, sa personnalité éminemment complexe... le font ressembler à ces héros tout droit sortis de l'imagination des auteurs romantiques. Les écrivains de ce début du XIX^e, brillants témoins de leur temps, ne purent en composant leur ouvrage, faire abstraction de ces vies inquiètes et passionnées qui, souvent, faisaient l'actualité juridique⁶⁰.

Honoré de Balzac, avec son réalisme sans concession, cerne tout le paradoxe qui entoure ces soldats de Napoléon. Le passé glorieux qu'ils représentaient, dans une histoire qui commence à devenir un mythe, n'était absolument pas en corrélation avec leurs valeurs intrinsèques, leurs qualités humaines. Dans son *Melmoth réconcilié* (1835), l'écrivain dévoile les arcanes de la pensée d'un de ces hommes enchaînés par le lourd héritage de leur jeunesse guerrière. Castanier, le héros de Balzac, est le semblable du colonel Husson :

Depuis l'âge de seize ans, jusqu'à près de quarante ans, Castanier, homme du midi, avait suivi le drapeau français. Simple cavalier, obligé de se battre le jour, la veille et le lendemain, il devait penser à son cheval avant de songer à lui-même. Pendant son apprentissage militaire, il avait donc eu peu d'heures pour réfléchir à l'avenir de l'homme. Officier, il s'était occupé de ses soldats, et il avait été entraîné de champ de bataille en champ de bataille, sans avoir jamais songé au lendemain de la mort. La vie militaire exige peu d'idées. Les gens incapables de s'élever à ces hautes combinaisons qui embrassent les intérêts de nation à nation, les plans de la politique aussi bien que les plans de campagne, la science du tacticien et celle de l'administrateur, ceux-là vivent dans un état d'ignorance comparable à celle du paysan le plus grossier de la province la moins avancée de France. Ils vont en avant, obéissent passivement à l'âme qui les commande, et tuent les hommes devant eux, comme le bûcheron abat les arbres dans une forêt. Ils passent continuellement d'un état violent qui exige le déploiement des forces physiques à un état de repos, pendant lequel ils réparent leurs pertes. Ils frappent et boivent, ils frappent et mangent, ils frappent et dorment, pour mieux frapper encore. À ce train de tourbillon, les qualités de l'esprit s'exercent peu. Le moral demeure dans sa simplicité naturelle. Quand ces hommes, si énergiques sur le champ de bataille reviennent, au milieu de la civilisation, la plupart de ceux qui sont demeurés dans les grades inférieurs se montrent sans idées acquises, sans facultés, sans portée. Aussi la jeune génération s'est-elle étonnée de voir ces membres de nos glorieuses et terribles armées, aussi nuls d'intelligence que peut l'être un commis, et simples comme des enfants. À peine un capitaine de la foudroyante garde impériale est-il propre à faire les quittances d'un journal. Quand les vieux soldats sont ainsi, leur âme vierge de raisonnement obéit aux grandes impulsions⁶¹.

⁶⁰ L'intransigeant Cimourdain (Victor Hugo, *Quatrevingt-treize*, 1873), le rêveur René (François-René de Chateaubriand, *René*, 1802), le fantasque Fabrice Del Dongo (Stendhal, *La chartreuse de Parme*, 1839), l'ambitieux Julien Sorel (Stendhal, *Le Rouge et le Noir*, 1830) ou encore l'insoumis Mâtho (Gustave Flaubert, *Salammbô*, 1862)...peuvent aisément se joindre à la cohorte des exaltés de la Restauration. D'ailleurs, l'issue dramatique de la plupart de ces existences donne un caractère supplémentaire de similitude entre la réalité et la fiction.

⁶¹ Honoré de Balzac, *Melmoth réconcilié*. Paris, Werdet, Delloye et Lecou, 1835, *op. cit.*, p. 112-113.

Elevé dans le culte de la violence politique et des combats, François Husson, est une illustration de cette masse informe que représentent les vétérans de la Grande Armée. Ses errements, ses engagements et ses actions en France comme en Espagne, le menèrent jusqu'à la déréliction et la solitude. Dès 1815, et bien qu'âgé d'une vingtaine d'années, il appartenait à des temps devenus anciens, à cette période mouvementée de la Révolution et de l'Empire, et par conséquent antinomique et inconciliable avec cette ère nouvelle que représente le retour à la paix monarchique.

Fecha de envío / Submission Date: 1/05/2014

Fecha de aceptación / Acceptance Date: 28/05/2014

Traduction du
Mémoire remis par
le colonel Husson, de Tours,
au lieutenant-général O'Donnell.

Avertissement

- ❖ L'orthographe des noms propres n'a pas été remaniée.
- ❖ Les mots soulignés l'ont été par l'auteur du manuscrit.
- ❖ Les notes de bas de page sont celles du responsable de la police [R.P.] ou de Laurent Nagy [L.N.].
- ❖ Les mots incertains sont mis entre crochets.
- ❖ Le numéro de la page du manuscrit est indiqué entre crochets.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Le 9 août 1824.

Traduction

Madrid, 29 juillet 1824.

Confidentielle

L'ambassadeur de S.M.T.C. a porté à la connaissance du gouvernement de S.M.C. une lettre du colonel français Husson, de Tours, dans laquelle cet officier, demandant pardon de ses fautes, témoignant de son repentir, et demandant sa grâce aux souverains d'Espagne et de France, offre de faire des révélations importantes, dans le but d'éviter de nouvelles horreurs. S. M. ayant daigné permettre que ce colonel fit les révélations qu'il annonçait, le lieutenant-général D. Joseph O'Donnell fut commis pour les recevoir ; j'en transmets à V. E. une copie exacte. Je ne puis répondre de l'exactitude des déclarations ; mais je crois devoir les porter à la connaissance de V. E. qui en fera l'usage convenable.

J'ai mis, en ce qui me concerne, les mesures les plus efficaces pour vérifier ces allégations, et prévenir les malheurs qu'elles font craindre. J'ai porté à la connaissance du général en chef de l'armée française, vicomte Digeon, tout ce qui concernait les communications établies, par l'intermédiaire du capitaine Sanson, avec les troupes françaises.

Le secrétaire-général de la police,

Signé J.M. du Arsona

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Traduction du *Mémoire* remis par le colonel Husson, de Tours, au lieutenant-général O'Donnell.

Alger, au corps de garde de l'officier du quartier du régiment de la [Princesse], le 8 juillet 1824.

Mon général,

D'après l'ordre de S.M.C. communiqué à l'Ambassadeur de S. M. T. C., le 22 juin dernier, par le comte d'Ofalia, et transmis au Consul de France à Gibraltar pour m'être signifié, et assuré par le passeport que V. E. m'a expédié, le 1^{er} de ce mois ; que je ne courais aucun danger ; plaint (sic) de reconnaissance pour la bonté et l'indulgence du Roi, j'ai passé cette nuit, à Algéciras, pour mettre entre les mains de V. E. les révélations que j'ai promises avec, le désir sincère de servir LL. MM. les rois d'Espagne [2] et de France.

Je supplie V. E. de prendre une exacte connaissance de ce travail, et ensuite de me faire les questions qu'elle jugera convenables sur les points qui ne seraient pas suffisamment éclaircis ; je la prie de se rappeler que cette déposition étant l'ouvrage de ma seule mémoire, peut offrir quelques omissions et quelques légères inexactitudes.

Il ne vous paraîtra pas surprenant, Mon Général, que né sous les auspices d'une révolution fameuse dans les annales de l'histoire, élevé dans les camps et au milieu des combats, né avec un caractère vif, et une ardeur excessive pour la cause que j'ai eu le malheur de servir, je me suis abandonné à la terrible lutte des régénérations, ou de ce que l'on appelle ainsi. De cette manière, je me suis jeté parmi des hommes dont les sentiments différaient [3] en tout des miens ; je me suis élancé au milieu des fatigues et des périls, tandis qu'ils s'enfonçaient dans l'opprobre et l'infamie. Mes yeux se sont ouverts enfin à l'honneur, et la voix de ma conscience, de sérieuses réflexions, les conseils d'un ami, enfin mon naturel loyal mais décidé à confesser mon repentir sincère, et à effacer mes fautes en servant LL. MM.

Je puis, sans doute, passer légèrement sur mon entrée en Espagne pendant le règne du système révolutionnaire ; ma mission était d'établir des relations entre les

membres du gouvernement des Cortes, et les principaux conjurés français ; ces relations furent établies en effet et l'agent employé à cet effet [4] par les Espagnols fut un nommé Juan Olavarría⁶² administrateur des douanes à Irún ; celui des Français placé de l'autre côté des Pyrénées fut le colonel Fabvier ; mais comme les voyages d'une et d'autre part [s'accrurent], il fallut donner des aides de camp aux principaux négociateurs ; les Espagnols choisirent un ex-religieux nommé Mata, qui fut l'adjoint à Olavarría ; et les Français donnèrent à Fabvier un nommé Marotte⁶³, qui prit le faux nom de Bazin ; une infinité d'agents subalternes furent employés des deux côtés. Les rôles principaux entre les régénérateurs d'Espagne furent distribués à Riego, Mina, López-Baños, Felipe Navarro, Gutierrez Acuna, Moreno Guerra, Díaz de Morales [5], et Romero Alpuente⁶⁴ ; il y eut ensuite de la mésintelligence parmi eux. Les [chefs] de la conspiration française furent, et sont encore, le général de La Fayette, Manuel⁶⁵, Méchin⁶⁶, Girardin, et beaucoup d'autres que je ne connais pas, n'ayant eu de relation qu'avec les quatre premiers. Les Espagnols, orgueilleux de leurs triomphes éphémères se croyaient tout facile, et agissaient presque à visages découverts ; aussi échouèrent-ils dans toutes leurs entreprises. Riego, par exemple, se rendit ridicule dans sa tentative d'Aragon, qui put allée jusqu'à l'exécution⁶⁷. Les conjurés français furent plus heureux ; ils possédaient et possèdent encore la science fatale [6] de fanatiser des malheureux dont ils faisaient leurs instruments et leurs victimes. C'est ainsi qu'ils sacrifièrent le malheureux capitaine Nantil⁶⁸, un de leurs subalternes, le mettant, en apparence, à la tête de la conspiration militaire de 1820, dont le chef véritable était le général Merlin⁶⁹. La franchise de mon

⁶² [Note R.P.] Très connu à la D^{tion}. Voir son dossier 28.c.

⁶³ [Note de L. N.] Charles Louis MAROTTE, né à Paris, le 31 août 1792. Sous-lieutenant au 124^e régiment de ligne en juin 1813. Participe à campagne de 1815 à l'Armée du Nord. Licencié le 20 septembre 1815, il est réintégré comme dans son grade dans la Légion départementale du Pas de Calais. Charles Louis Marotte est mis en congé illimité le 26 mai 1819. Selon François Husson, le lieutenant Marotte fut « tué le 6 avril 1823 tenant le drapeau tricolore sur la Bidassoa ». Arch. nat. F⁷6664^A. *Réponse à la note*.

⁶⁴ [Note de L. N.] Le général Frédéric Guillaume de Vaudoncourt, parfaitement informé du fonctionnement des réseaux clandestins, indique : « Ces trois députés sont les fondateurs de la société secrète des comuneros ». Frédéric-François Guillaume de Vaudoncourt, *Mémoires d'un proscrit*, Cahors, Editions La Louve, 2012, *op. cit.*, t. I, chap. XI, p.57.

⁶⁵ [Note de L. N.] Jacques-Antoine MANUEL. Après la dissolution de la Chambre, il se fixe à Paris, et ne peut se faire inscrire au Tableau des avocats à cause de ses opinions. Il a, en effet, pris position pour Napoléon II contre Louis XVIII, maintenant au pouvoir. Il ouvre alors un cabinet d'avocat consultant qui fut très fréquenté. Député, en 1818 par les électeurs du Finistère et de la Vendée, il opte pour la Vendée qui devait le réélire en 1820.

⁶⁶ [Note de L. N.] Alexandre MECHIN. Haut fonctionnaire impérial, il est élu par le grand collège de l'Aisne (1819). Brillant orateur, il usera de ce don pour lutter au sein du parti libéral contre les députés contre-révolutionnaires.

⁶⁷ [Note R.P.] Pour y établir un système républicain, de concert avec Cugnet de Montarlot. Il fut alors rappelé du poste de capitaine-général de cette province.

⁶⁸ [Note de L. N.] Noël NANTIL, né à Pont-à-Mousson (Meurthe) le 31 décembre 1791. Polytechnicien (1809), capitaine au 9^e régiment de ligne en 1812. Blessé et Prisonnier en Russie (1812). Capitaine dans la Légion de la Meurthe (1816-1820). Le principal instrument connu de la conspiration du 19 août 1820. Il fut condamné par contumace à la peine capitale.

⁶⁹ Eugène Antoine François MERLIN, né en 1778, il participe dès 1793 à toutes les campagnes militaires de la République et de l'Empire. Après les Cent-Jours, il s'exile pour suivre son père l'ex-conventionnel régicide Merlin de Douai. Le général Merlin rentre en France en 1818. Dénoncé comme complice de Nantil,

caractère convenait peu à ces messieurs ; ils se gardèrent cependant bien de me le faire connaître ; au contraire, ils affectèrent de redoubler d'attentions pour moi, tandis qu'ils tramaient en secret une intrigue digne d'eux. J'étais extrêmement vigilant ; j'avais parlé assez haut pour faire voir que quelques expressions détachées recueillies par moi étaient loin de me tranquilliser sur la probité du sieur Olavarría [7], ma perte fût décidée. On chercha d'abord à m'empoisonner à Bergara, la vigueur de mon tempérament me sauva pour cette fois ; on essaya ensuite le poignard, j'échappai miraculeusement aux coups des assassins. Je me plaignis, mais en vain ; on se contenta de ne plus tenter à ma vie ; mais on me déclara suspect d'être un agent du gouvernement de Louis XVIII et on m'éloigna du théâtre des intrigues, en m'envoyant à Carthagène. J'obéis, je reçus et je [rendis] le baiser fraternel à ceux qui avaient fait tous mes malheurs, et que j'étais alors bien loin de soupçonner d'être mes bourreaux. Ils me connaissaient trop bien, pour rompre toute correspondance avec moi. Loin de là, ils en conservèrent [8] une très active. Ils me tenaient au courant de toutes leurs démarches, je désapprouvais en grande partie leurs intentions, et je leur prédis quel serait le résultat des tentatives de Berton⁷⁰.

Il faut avouer ici tous mes torts, mon général, après le fatal 7 juillet 1822, les soi-disant régénérateurs jetèrent les yeux sur moi, et me chargèrent de la poursuite des brigands, et des soi-disant factieux de la province de Murcie. Je m'acquittai de cette commission avec un zèle excessif ; j'ai souvent agi avec un esprit de parti odieux, et je demande humblement pardon à S. M. C. Je n'ose cacher que j'ai plus que personne contribué à la destruction du [9] fameux Jaime Alonso. J'ai aussi pris une grande part à la répression de la contrebande ; et si j'avais cherché à amasser une fortune considérable, j'y serais aisément parvenu ; j'ai été exalté, oui, Mon Général, mais la franchise de mon caractère me met au-dessus de tout soupçon dégradant.

Au commencement de 1823, lorsque l'invasion de l'Espagne par les Français parut irrévocable ; je fus chargé d'une mission militaire sur la frontière ; mais je ne pus arriver à temps pour empêcher la singulière tentative du 6 avril sur les bords de la Bidassoa, dirigée par le colonel Fabvier⁷¹. J'abandonnai alors toute relation avec les conjurés français et me voyant obligé par mon [10] serment de défendre jusqu'à la mort

il parvient à s'échapper au mandat d'arrêt lancé contre lui. Il est acquitté par la Chambre des pairs en février.

⁷⁰[Note de L. N.] Jean Baptiste BRETON dit *BERTON*. Né en 1767, ancien élève de l'école de Brienne, Berton était devenu baron d'Empire en 1808 et général de brigade dans la cavalerie en 1813. Il était réputé en Espagne pour l'audace de ses coups de main. Depuis 1815, placé en non-activité, puis à la retraite en 1820. Entraîné dans la conspiration de Saumur. Il est condamné à mort et exécuté. VINCENT (Louis), *Mort pour la liberté, le général Berton, 1767-1822, la conspiration de Saumur*. Paris, Vandamme, 1968.

⁷¹[Note de L. N.] Charles Nicolas FABVIER. Né à Pont-à-Mousson (Meurthe), le 10 décembre 1782, il est colonel et baron en 1813, puis placé en non activité en 1815. Le colonel Fabvier se fait d'abord connaître par sa mission à Lyon, sous le maréchal duc de Raguse, et par les écrits qu'il publia sur les affaires du Rhône en juin 1817. En 1820, il est gravement compromis dans la conspiration du 19 août 1820. Il est cependant renvoyé d'accusation. Passé en Angleterre vers la fin de 1822, il se rend l'année suivante en Espagne pour prendre la tête de la Légion Libérale. Après la chute de la révolution libérale dans la Péninsule, le colonel Fabvier part combattre les Ottomans auprès des Philhellènes européens. A lire : DEBIDOUR (M.), *Le général Fabvier, sa vie militaire et politique*. Paris, Plon-Nourrit, 1904, 520 p.

la Constitution, j'allai servir comme chef de la seconde demi-brigade des Asturies. Toute ma conduite fut alors purement et simplement militaire, à l'exception d'une proclamation ridicule et incendiaire que j'adressai aux troupes françaises. Malgré la douleur que j'éprouvais de porter les armes contre ma patrie, je dois avouer que je défendis de mon mieux la Galice. Mais le sort avait décidé, et nous devions succomber ; La Corogne ouvrit ses portes, et je fus victime de mon zèle [infecté]. Sans le secours de quelques amis français, Méndez de Vigo⁷² m'aurait fait périr dans les cachots du fort Saint-Antoine, pour me punir de quelques [11] représentations indiscrètes. Plein d'horreur pour sa lâcheté et sa barbarie, je m'embarquai pour Cadix, mais à Vigo, je me jugeai trop heureux de trouver des moyens de transport à Londres, où j'arrivai, bien éloigné de penser que j'allais renouer mes anciennes relations.

À mon arrivée à Londres, je fus appelé sur-le-champ par l'ambassadeur Jabat⁷³. Il me présentait, on me fit différentes questions, et je sus inspirer assez de confiance pour que Jabat entra sur-le-champ dans l'objet principal de son entrevue avec moi. Il me proposa donc de renouer mes [12] relations avec les conjurés de Paris ; je cédai à sa proposition, et nous rencontrâmes bientôt un individu capable d'éluder à la vigilance de la police française, D. Javier Joachim de Bustamante-Guerra⁷⁴, qui parlant parfaitement l'anglais, se rendit à Paris. L'ambassadeur lui donna une lettre pour un nommé Laroche⁷⁵, horloger, au Palais Royal, signalé comme l'intermédiaire des conjurés ; pour moi je lui donnai une relation détaillée de l'état de la guerre en Espagne. Bustamante, caché sous le nom de Frédéric Warne, s'acquitta de la commission avec le zèle qu'on pouvait attendre d'un enthousiaste. Il revint bientôt [13], et nous annonça la prochaine arrivée d'un agent qui se ferait connaître par des signes de convention, et communiquerait les résolutions des conspirateurs. En effet, au bout de quelques jours, arriva cet agent, ancien chef d'escadron, dont je n'ai pu savoir le nom ; mais il est facile à reconnaître pour une blessure qu'il porte, et qui probablement, est la seule dans ce genre. Elle est à l'endroit du cœur, et la cicatrice est de telle dimension, si large et si profonde, qu'à une certaine distance, on peut distinguer parfaitement les palpitations du cœur.

Cet agent⁷⁶ nous informa que, malgré les catastrophes de la Péninsule, on était résolu à faire de nouvelles tentatives ; que l'on travaillait sans relâche dans les

⁷² [Note R.P.] Ancien gouverneur de La Corogne. A voir sur : <http://www.mcnbiografias.com/>

⁷³ [Note R.P.] Agent des Cortès à Londres. <http://www.mcnbiografias.com/>

⁷⁴ [Note R.P.] Un Bustamante, ex-chef d'escadron se disant né à Cadix a été pris à Almeria (voir papiers Cugnet).

⁷⁵ [Note de L. N.] LAROCHE, « horloger au Palais-royal, lié avec La Fayette, Chauvelin et autres chefs de l'opposition. Il fut désigné au mois d'août 1823, comme faisant partie, avec les prédécesseurs, d'un comité qui travaillait à soulever l'Alsace-Lorraine ». Arch. nat. F⁷ 6667. Direction de la police politique, Notices biographiques.

⁷⁶ [Note de L. N.] Pierre Félix CATUFFE. Né à Tonneins (Lot & Garonne), le 10 juillet 1786. Entré au 4^e Dragons en 1807, lieutenant au 28^e de Dragons, il fut blessé à l'affaire de Mojaïsk d'un coup de mitraille qui lui brisa deux côtes. Selon la police : « sa blessure est si profonde qu'à une distance assez éloignée, on aperçoit le battement de son cœur. Révolutionnaire ardent, intimement lié à l'ex-colonel Bourbaki, il

départements de l'Ouest ; que le colonel [14] Bourbaki⁷⁷ organisait à Bordeaux et dans les alentours, une trame qui éclaterait aussitôt que l'Espagne offrirait quelques espoirs de mouvements capables de seconder celui-ci, et enfin, qu'il était décidé de m'envoyer à Gibraltar. Les colonels Fabvier et Marbot⁷⁸ avaient été appelés à notre conférence, dans laquelle il fut résolu que Fabvier se rendrait sur le continent pour vérifier l'exactitude des faits rappelés par le chef d'escadron ; en effet, Fabvier, déguisé, eut une conférence en Belgique, qui ne nous laissa aucun doute sur la véracité de ce que nous avait été rapporté [15]. L'infatigable et malheureux Bustamante fit un nouveau sacrifice de mille livres sterling pour des armes et des uniformes. Munis de passeports faux ou vrais, qui nous furent remis par Jabat, nous quittâmes l'Angleterre le 8 novembre dernier, et nous arrivâmes à Gibraltar. Bustamante fut aussitôt appelé à Cadix pour fermer les yeux d'un père mourant. Il se rendit dans cette ville, moins pour obéir aux cris de la nature que son âme féroce et stupide n'entendait plus, que pour se dérober à mes menaces et mes importunités. Nous nous séparâmes enfin, il me fallait travailler à la guérison d'une blessure à peine cicatrisée que j'avais reçue à La Corogne. Je demurai presque isolé pendant [16] les mois de décembre et janvier dernier. J'entretenais une correspondance en règle avec le malheureux Bustamante ; je lui reprochais d'avoir contribué à la mort de son père, et je l'exhortais à demeurer avec sa femme et ses enfants. Enfin, au commencement de février, lorsque je comptais plus le revoir, et que je me trouvais dans un isolement absolu, je vis entrer dans ma maison Díaz Morales, accompagné de Pablo Iglesias, l'un des regidors de Madrid sous le système révolutionnaire. Ils venaient comme commissionnés, et m'invitèrent à les suivre. Bientôt, nous arrivâmes à la maison de l'ancien consul espagnol Sed ou Sees, où se trouvaient réunis près de vingt personnes, parmi lesquelles je reconnus seulement Nuñez Arenas, ex-chef politique de Vittoria ; Beltràn de Lis ; l'ex-député Septjen ; l'ex-député de Murcie Salvador Martínez Muñoz et le capitaine d'artillerie Ramón César Conti⁷⁹. Le commencement de l'entrevue fut rempli

démisionne de l'armée au retour des Bourbons. Envoyé de Paris à Londres, vers le milieu de 1823, avec mission auprès des transfuges. Il était chargé de leur porter des instructions ». Arch. nat. F⁷ 6667. Direction de la police politique, Notices biographiques.

⁷⁷ [Note de L. N.] Constantin-Denis BOURBAKI. Né à Céphalonie (Iles Ioniennes) en 1787. Entré à l'Ecole de Saint-Cyr en septembre 1802. Il est chef de bataillon dans le Royal Etrangers en 1810. Il est le chef de François Husson de 1810 à 1815. La police le note ainsi : « Grec d'origine, naturalisé français. Il est parvenu au grade de colonel et s'est fait dans l'armée une réputation d'intrépidité. Ardent révolutionnaire, il a figuré comme agent très actif dans les manœuvres révolutionnaire ». Arch. nat. F⁷ 6667. Direction de la police politique, Notices biographiques. Le colonel Bourbaki est tué lors de l'insurrection des Grecs contre les Ottomans en 1827.

⁷⁸ Adolphe de MARBOT. Né en 1781, chef de bataillon durant l'Empire. Un agent de police indique : « Ses mauvaises dispositions et ses nombreux créanciers le déterminèrent à se rendre en Espagne en 1823 à la suite de sir Robert Wilson. Réfugié à Londres, après l'issue des événements de la Péninsule, il fut l'un des associés du colonel Fabvier pour la suite des manœuvres des transfuges et de leurs correspondances avec le continent. Il forma ensuite à Londres une agence d'affaires, qui a pour correspondant le sieur Fualdès et qui paraît n'être destinée qu'à dissimuler les communications clandestines ». Arch. nat. F⁷ 6667. Direction de la police politique, Notices biographiques.

⁷⁹ Ramón César Conti y Vargas. A voir : <http://www.mcnbiografias.com/>

par les rites de la maçonnerie. On passa ensuite aux travaux des loges de Comuneros, et enfin, on installa une cabane carbonarique. Ce fut alors qu'on me communiqua une lettre du général de La Fayette et une autre du colonel Fabvier, dans lesquelles j'étais particulièrement recommandé aux conjurés. Aussitôt, je fus reçu avec les démonstrations d'une approbation générale. Ces travaux, ou pour mieux dire, ces conjectures clandestines se continuèrent sans interruption jusqu'au commencement de mai [17] ; je fus alors chargé de passer à Tanger, pour reconnaître le nombre de réfugiés réunis dans cette ville. J'exécutais ma commission, et le 16 mai, je revins à Gibraltar, où je fus bien surpris d'entendre les conjurés faisant lecture d'une infinité de circulaires destinées aux différentes commissions envoyées par les Juntas de conspirateurs établies dans les provinces. Je demandais communication de ces circulaires, et un nommé Maez, ébéniste de Malaga, m'apprit qu'il construisait des coffres à double fond dans lesquels, on cachait les dépêches, en mettant autour du fil ou de la soie. Quant aux instructions, elles se réduisaient en substance à amalgamer les maçons et les comuneros dans une association unique de Carbonari [18], à exciter la haine pour le Roi, à irriter les peuples contre les Français, et à provoquer la nation à prendre les armes. Je répète que je fus bien surpris de voir les conspirateurs si avancés dans leurs projets. Chacun d'eux avait son emploi particulier, Iglesias et Martínez Muñoz étaient, et sont encore, secrétaires et archivistes, Beltrán de Lis chargé de la correspondance des côtes de la Méditerranée ; Muñoz chargé de celles des côtes de l'Océan, un négociant de Gibraltar, nommé D. Caipetano Pussano, chargé de réunir les armes et de rassembler les vivres pour l'usage des réfugiés ; Díaz Morales, Septien et Conti disposés pour les commissions les plus importantes ; enfin, je demeurai [19] comme en extase de trouver tout ainsi disposé. À cette époque, Bustamante revint à Gibraltar, il fut aussitôt admis parmi les conjurés.

La première réunion était extrêmement désirée par tous, et en effet, elle eut lieu avec plus d'éclats que les précédentes. Les secrétaires, après les cérémonies d'usage, lurent les lettres de Tanger, l'une était de Jacinto Jiménez de Cisneros, ex-administrateur des douanes de Murcie, et l'autre de Francisco Delgado, ex-administrateur des postes de la même province. Le premier envoyait deux mille réaux aux conjurés, et le second [20] en donnait mille, en offrant aussi sa propre personne. Beltrán de Lis donna aussi mille réaux, promettant aussi de faire venir un de ses bricks, alors à La Havane et de le mettre à la disposition des conjurés. Bustamante sortit un instant, et revint avec 30.000 réaux ; chacun des assistants le taxa sur-le-champ, en sorte que quarante-six mille réaux furent réunis ce jour-là. Enfin, on entra dans des détails intéressants, et l'on résolut que, toutes les dispositions locales considérées, les opérations révolutionnaires et militaires seraient ainsi combinées :

1. On tenterait une attaque sur la citadelle d'Alicante ; cette attaque m'était destinée, [21] d'après l'influence que j'avais dans le pays. On mettait à ma disposition les frères Argueles, au moyen desquels j'aurais tous les renseignements que je pourrai désirer.
2. Delgado devait appuyer cette opération, en faisant une diversion dans la province de Murcie ;

3. Le colonel Merconchini dirigerait le mouvement sur Malaga, port où l'esprit général paraissait bien disposé en faveur des conjurés.
4. Septjen et Díaz Morales se rendraient, sur-le-champ, à Cadix, pour y lier [22] quelques correspondances avec les troupes françaises, et y organiser plusieurs loges de Carbonari.
5. Que César de Conti irait conférer avec Bourbaki à Bordeaux, La Fayette à Paris et Fabvier à Londres ; et leur faire part des dispositions adoptées dans cette réunion.
6. Que Butron, ancien officier de marine, alors à Algéciras, se chargerait de pratiquer la garnison de cette ville et d'en corrompre les chefs.
7. Qu'enfin Muñez Arenas aurait des proclamations toutes prêtes pour chaque mouvement, [23] que Bustamante tiendrait les armes et les uniformes prêts pour une explosion, qu'Iglesias se chargerait de l'achat des objets d'équipements que des Anglais vendraient au comité d'insurrection ; et que Pussano achèterait les fusils ; ils devraient être en bon état, et ne pas coûter plus de 90 à 100 réaux pièce.

Voici maintenant comment les projets ont été exécutés :

Je vis les Argueles, fameux contrebandiers d'Alicante, hommes aussi célèbres par la haine irréconciliable qu'ils ont l'un pour l'autre, que par leur exaltation fanatique ; ils s'accordèrent à dire [24] que la citadelle d'Alicante pourrait être facilement surprise. Je pris alors le parti de donner des instructions nécessaires à l'un de ces fougueux démagogues, pour le faire passer à Alicante, à l'effet de s'assurer des hommes qu'il se disait avoir à sa disposition. En effet, Frasquito Argueles se rendit dans cette ville ; à son retour, donna des nouvelles qui satisfirent tous les conjurés. Delgado, qui a prit avec satisfaction le poste auquel il a été destiné, ne manque pas de valeur, mais je le crois incapable de commander. Merconchini fut également chargé [25] par la commission qui lui a été donnée, il a demandé un état exact des armes qui sont cachées dans la province de Malaga, recommandant surtout que l'on travailla à corrompre le régiment de Bourbon, en garnison dans cette ville. Septjen et Díaz Morales passèrent à Cadix, et se sont acquittés, à leurs frais, de leur commission avec un zèle extraordinaire. Ils ont établi des relations avec des troupes françaises ; ils ont obtenu des succès proportionnés à leur activité, ils ont organisé une loge de Carbonari. Un individu nommé Sanson, capitaine de grenadiers, est aujourd'hui l'agent français le plus actif [26] ; je suis chargé de lui écrire directement, je l'ai fait le 26 mai dernier, j'ignore s'il a répondu. Les conjurés ne m'ont plus rien dit à ce sujet.

Díaz Morales revient à Gibraltar ; mais Septjen, sous le nom de *Guillermo*, et encore à Cadix ; on pense en avoir des nouvelles avec facilité, en s'adressant adroitement à la maison du nommé Montero, capitaine d'un vaisseau marchand qui fait souvent le voyage de Gibraltar à Cadix. Le jacobin le plus effréné que j'ai trouvé dans cette ville et un nommé Manuel Montañez, fameux contrebandier ; il est l'un de leurs [27] agents principaux. Díaz Morales a conduit sa trame avec finesse ; à son retour, il apporta

l'alphabet mystérieux des conjurés français ; j'ai l'honneur d'en remettre, ci-joint une copie à V. E⁸⁰. Il était également pourvu d'une lettre de créance pour les corsaires américains insurgés américains avec lesquels il a eu plusieurs entrevues.

César Ramón de Conti a reçu douze mille réaux, et s'est mis en chemin pour accomplir sa mission. Il a un faux passeport, mais j'ignore sous quel nom. Il a écrit, en dernier lieu, de Londres, que sa mission en Angleterre était accomplie de la manière la plus satisfaisante, mais qu'il y avait encore [28] beaucoup de difficultés à surmonter pour passer en France ; que le chemin de Calais lui avait été fermé, mais qu'il était résolu de tenter tous les moyens, et qu'il espérait en venir à ses fins.

Beltràn s'est également acquitté de sa commission à Algesiras ; et, pendant quelques temps, il a été chargé d'une opération très importante, j'en ignore la nature ; mais je sais qu'il se dirige sur la Biscaye. Muñez Arenas Treños est très appliqué à ses travaux, et se cache dans la maison du vieux consul espagnol sous le nom de *Fermin da Silva* ; j'ai en ma possession une lettre qu'il écrivait aux maçons des îles Baléares, en qualité de membre du Grand Orient, je la remets également ci-joint à V.E. [29] Bustamante a écrit et tient ses effets tout préparés. Iglesias s'est acquitté de sa mission, en faisant acheter par un Indien les cartouches et les effets d'équipements que vendent les Anglais. Je ne sais pas le nombre de ces objets, mais je sais qu'ils sont maintenant disposés dans une *baraque de la porte de terre* à Gibraltar. Pussano a mis un zèle incroyable à ses différents emplois ; les armes sont déjà achetées ; on a près de mille fusils distribués sur différentes barques sur la rade ; les vivres sont emmagasinés. Les conjurés ont résolu que les hommes destinés à être les instruments de leurs projets parricides seraient réunis d'une manière lente et insensible. [30] En effet, cinq à six cents de ces misérables sont déjà réunis dans la baie de Gibraltar, la plupart sont nourris, sans savoir qui les fait vivre. Pussano ne leur donne que ce qu'il faut pour qu'ils ne meurent pas absolument de faim, en sorte que leur rage et leur désespoir augmentent journellement ; les uns se disent marins, les autres ouvriers, ignorant eux-même le travail auquel ils sont destinés ; en sorte que malgré la visite des bâtiments faite par les autorités du port, sur la réclamation de V.E. réclamation dont les réfugiés eurent connaissance aussitôt que les autorités anglaises, le 19 du mois de juin, je puis vous assurer [31], mon général, que les autorités ne se sont point aperçues de l'existence dans la baie de la presque totalité de ces hommes, puisqu'elles n'y ont vu que 30 à 36 émigrés !... Beltràn de Lis a effectivement envoyé chercher son brick, avec ordre de l'armer le mieux possible. Les conjurés se sont renforcés en dernier lieu du fanatique Moreno Guerra, et de l'enragé Flores Estrada, le premier, muni de plusieurs lettres de marque pour armer des corsaires, de différents Etats insurgés de l'Amérique méridionale, vient de partir pour Tanger. Je crois qu'il cherchera à croiser jusqu'à ce qu'il ait eu une entrevue avec quelques pirates [32] américains. À cet effet, il a emmené avec lui Frasquito Argueles avec un bateau qui appartient à ce dernier. Ils attendent, de jour en jour, un de leurs plus fervents partisans, en qualité de consul de la soi-disant république

⁸⁰ Un exemplaire du code secret est disponible auprès de l'auteur.

colombienne. Les conjurés comptent sur 1.200 à 1.300 jeunes gens de Cadix, sur toutes les barques et sur leurs équipages, et sur tous les contrebandiers. Les voyages à Tanger sont extrêmement fréquents, Delgado et Cisneros ne font que courir dans cette ville et revenir ; ils disent beaucoup de bien du consul d'Espagne dans ce port ; ils l'appellent *un des leurs* [33] ; et, dans le fait, je suis bien assuré de la sympathie qui existe entre ce fonctionnaire et les réfugiés de la côte d'Afrique. J'ignore absolument si ce Consul agit franchement, ou en vertu des ordres du gouvernement de S.M.C. De tous les émissaires envoyés dans les provinces, je n'ai jamais vu que celui de Malaga. Mais je sais que, depuis que je suis dans la rade, ils arrivent de toutes parts ; au moins, Maetz, l'ébéniste me disait dernièrement qu'il ne cessait de fabriquer des planchettes à double fond pour le transport de leurs correspondances.

Le plan des conjurés est de prendre la citadelle d'Alicante, de [se rendre] ensuite Murcie, d'entrer à Malaga, et se porter en [34] même temps, sur la ligne de San-Roque. Les trois premiers mouvements doivent être soutenus par les forces navales des insurgés américains, le brick de Beltràn de Lis, les corsaires et les contrebandiers que l'on pourra réunir. Toutes les associations intérieures doivent faire explosion à un signal convenu. Il leur est expressément interdit de parler jamais de la Constitution de 1812. Quant au cri de guerre, rien n'est encore déterminé à cet égard. On doit prendre un mot de ralliement capable de flatter la masse ignorante de la Nation. [35] On a déjà proposé : "*Vive le Roi absolu ! Vive Charles Cinq !*", mais on ne s'est encore fixé sur rien. On attend, pour commencer les hostilités, l'arrivée du brick de Beltràn de Lis, et le retour de Conti, attendu que, lui veut concilier les opérations de la Péninsule avec celles des conjurés français. On attend aussi l'arrivée du frère du Díaz Morales, ancien commandant de la citadelle d'Alicante.

Je dois aussi informer V.E. que les conjurés reçoivent de Londres plusieurs exemplaires du Constitutionnel Espagnol et des socios espagnoles (les alliés espagnols), papiers infâmes [36], licencieux et plein d'atrocités ; ils en répandent dans la Péninsule le plus possible.

Je supplie V. E. de me regarder comme un sujet dévoué, qui n'a d'autre ambition que de verser tout son sang, au service du Roi, et de faire oublier mes anciennes fautes par mes services et ma conduite exemplaire.

Signé F. Husson, de Tours.